

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.  
N. BORDEANO.

## ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

## LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL &amp; FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :  
ANDRÉ ZEPCK.

## INSERTIONS :

Annonces 1 <sup>re</sup> page.....	3 piastres la ligne
Annonces 2 <sup>me</sup> page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	45 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre, et se payent d'avance.  
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A Smyrne, chez M. Caridi ; à Paris, chez MM. Havas, Lafitte et C<sup>ie</sup>, 8, Place de la Bourse ; à Rome, chez les principaux libraires ; à Milan, chez MM. Manzoni et C<sup>ie</sup>, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et C<sup>ie</sup>, à Vienne, I Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à Londres, chez M. E. Miconi, 429-440 Fleet Street.

## TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C<sup>ie</sup>

## Autriche-Hongrie.

Vienne, 27 février, 9 h. 45 m. soir.  
Obligations Rouméliennes... 16 75  
Pièce de 20 francs..... » 9.96  
Agi..... » 113.75  
Change sur Londres..... » 124.60  
Les autorités pouvaient aux b-sous des classes ouvrières dont la détresse est grande.

## France.

Paris, 27 février.  
5% ottoman..... fr. 12.05  
Obligations Rouméliennes... » 35.75

## Angleterre.

Londres, 27 février 4 h. 45 m., soir.

Un débat favorable à la Turquie a eu lieu hier à la Chambre des Lords sur la motion de lord Campbell, laquelle a été rejetée comme impliquant un désaveu de la politique du gouvernement.

Dans un éloquent discours, lord Grey, homme d'E et du parti libéral, a soutenu que la condition des Chrétiens en Turquie était aujourd'hui meilleure que lors de la guerre de Crimée, et que l'administration turque était bien préférable à celle de la Russie où se commettent des actes de cruauté et de tyrannie comme ceux dont la Pologne est victime et où il y a absolutisme, corruption administrative et judiciaire et intolérance religieuse. Il a reproché aux Puissances d'avoir proposé à l'acceptation de la Turquie la note Andrássy sans avoir avisé aux moyens d'effacer la soumission des insurgés aux conditions de cette note ; il a condamné tout particulièrement l'intervention des Puissances dans les affaires intérieures de la Turquie, la participation de la Russie à la guerre serbe, l'autonomie locale ou administrative proposée pour la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie, provinces encore en état d'agitation et nullement faites pour de telles institutions, et les deux points de la Conférence, spécialement celui de la commission internationale de contrôle que la Turquie a bien fait et avait raison de repousser. Lord Derby a défendu la politique du gouvernement, et le duc d'Argyll en s'efforçant de repousser le reproche de lord Grey sur l'exagération de ses précédents discours, a usé d'un langage encore plus exagéré et moins convaincant.

## Serbie.

Belgrade, 28 février.  
L'Assemblée nationale a accepté les bases de la paix conclue entre la Sublime Porte et la Serbie.

La tâche de l'Assemblée étant terminée, celle-ci a été close.

## Grèce.

Athènes, 27 février 9 h. 17 m., soir.

La Chambre, discutant le projet de loi sur l'armée, a admis la durée du congé de deux ans avec l'appel de la classe entière sous les drapeaux.

La discussion sur ce même projet de loi continue.

Athènes, 28 février 9 h., soir.

La Chambre a repoussé la proposition d'exempter les fonctionnaires civils du service militaire.

Dans le cours des débats, M. Deligeorgis a demandé l'état des recettes et des dépenses pendant l'exercice de 1876.

La flotte anglaise quittera le Pirée, samedi prochain.

## BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture.....	P 13.14
En ce moment.....	» 13.15
Obligations Rouméliennes.....	fr. 35.50
Papier-monnaie—L. T. 100 P 161.20	

## OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

4 mars. 1877

L. ver du soleil.....	6 h 37
C. coucher.....	5 h 49
C. lever du soleil.....	12 h 42 31
H. à la turque à midi moyen.....	6 h 4

8 heures du matin.

Baromètre.....	753.9
Thermomètre.....	5.7
Minima.....	4.0
Maxima de la veille.....	44.3

Direction et force du vent ENE. modéré.

## NOUVELLES DU JOUR.

Le Grand-Vézir a été mandé, hier, vers le soir, au palais, où Son Altesse est restée jusqu'à une heure avancée de la nuit.

S. Exc. Sami pacha, ministre sans portefeuille, a été appelé, avant-hier, au palais où il a eu l'honneur de conférer longuement avec le Sultan.

D'après les journaux turcs, Sami pacha a été invité par le Sultan à se rendre tous les lundis au palais pour s'entretenir avec Sa Majesté.

S. Exc. Photiadès bey, ministre ottoman à Athènes, a été reçu également avant-hier, en audience, par S. M. le Sultan.

M. Nélidoff, chargé d'affaires de Russie, a eu, hier, une entrevue avec le Grand-Vézir et le ministre des affaires étrangères.

Par ordonnance impériale, le bureau de la Presse relèvera du ministère de l'Intérieur. Il aura pour directeur M. djid bey, ancien mutesarrif de Toulcha.

D'après un télégramme arrivé de la Canée à la Sublime Porte, les Crétois envieront, comme tous les autres vassaux de l'empire, des représentants à la Chambre des députés à Constantinople.

La Sublime Porte vient de prolonger l'armistice pour le Monténégro jusqu'au 21 mars.

La préfecture de la ville, conformément au règlement provisoire sur les élections, a convoqué pour aujourd'hui, à 3 heures de la matinée, les délégués électeurs de ses vingt circonscriptions de Stamboul et de sa banlieue en assemblée électorale pour l'élection des dix députés que la métropole enverra à la Chambre.

Voici, d'après une communication officielle, les noms des délégués électeurs qui ont été élus par la population et qui se réuniront aujourd'hui à la préfecture :

I<sup>re</sup> circonscription de Beyazid : Tekif effendi, directeur du bureau des encaissements du ministère des finances et Davitchon effendi, ex-membre du Conseil d'Etat ;

II<sup>e</sup> circonscription de Lalali : Niyazi bey, membre du conseil d'administration du *Chirket i-Hairi* e. Artin effendi K. lab-Zadé, négociant ;

III<sup>e</sup> circonscription (Fatih) : R. faat effendi, *mumess* du bureau des emprunts du Mali-h, et Nikolaki effendi, Pehlevan oglou, négociant, habitant de Péra ;

IV<sup>e</sup> circonscription (Balat) : E. sad effendi, greffier du tribunal maritime du commerce et Ana-thase effendi, membre du tribunal de Galata.

V<sup>e</sup> circonscription (Hirkai-Chérif) : Hoja Nossoukh effendi, ouléma, et Ouhannès effendi (Tchamchi), ministre du commerce.

VI<sup>e</sup> circonscription : Hadji Ibrahim effendi, chef du Teké de Gumuch Baba et Vassilaki bey.

VII<sup>e</sup> circonscription : Osman effendi, Cheikh du Mevli-Hané de Yeni Capou et Costaki bey Adossides, mustéchar du ministère de l'Intérieur ;

VIII<sup>e</sup> circonscription (Eyonb) : Abmed Houloussi effendi, ouléma, et Boghor effendi, négociant, habitant de Haskeuy.

IX<sup>e</sup> circonscription (Cassim-Pacha) : Ali effendi, *mumess* des revenus de l'Evkaf et Vitchen Holass effendi, habitant de Péra.

X<sup>e</sup> circonscription (Péra) : Ismail Hassan effendi, ouléma, et Pascal Zani effendi.

XI<sup>e</sup> circonscription (Top-Hané) : Hadja Zia effendi et Kemal Comondo effendi.

XII<sup>e</sup> circonscription (Péra). Fouad pacha, général de division, habitant du quartier d'Aysr Pacha, et le docteur Servitchon effendi.

XIII<sup>e</sup> circonscription (Béchi-K-Tsch) : Hassan effendi, ancien officier du palais et Simon bey, Mak-soud zadé.

XIV<sup>e</sup> circonscription (Yénikouy) : Ibrahim bey, directeur de la correspondance du ministère du commerce, et Bedros effendi, membre du conseil d'Etat.

XV<sup>e</sup> circonscription (Béicos) : Omer effendi, Yazidji zadé, membre du conseil de ceza de Chilé, et Yorgaki agha, habitant de ceza.

XVI<sup>e</sup> circonscription (Scoutari-Ydjadé) : Ahmed Hilmi effendi, membre du bureau des traductions de la Sublime Porte, et Stépan pacha, membre de la section sanitaire du Déri-Choura.

XVII<sup>e</sup> circonscription (Scoutari) : Aloum-zadé Ismail effendi et Yahasseul effendi, membre du tribunal civil de Scoutari.

XVIII<sup>e</sup> circonscription (Cadikouy) : Hamdi bey, président de la Municipalité du VI<sup>e</sup> cercle et Costi effendi, habitant du village d'Arichou.

XIX<sup>e</sup> circonscription (Mutesarrif du Caza-Ia ba) : Izzet effendi, habitant de Tchataldja et Hadji Athanasse effendi, habitant de Buyuk-Tchekmédjé.

XX<sup>e</sup> circonscription (Mutesarrif d'I mudi) : Hadji Soléyman bey et Nicolaki effendi.

Nous apprenons que Sélim pacha, général de division en retraite, est rentré dans le service actif avec un poste important au département de la grande m. lise de l'artillerie.

Michel effendi, secrétaire de l'Agence commerciale ottomane de Baïa, a reçu la décoration du *Medjidie*, 5<sup>me</sup> classe.

Les journaux turcs annoncent l'arrivée à Constantinople de S. Exc. Saadullah bey, président de la commission extraordinaire de Ph. Hippopoli.

Sa reya bey, rédacteur du *Djéridi Havadiss*, est promu au grade de *Sa lisse*.

Les journaux turcs annoncent que le *drum Alexandis* dont l'auteur est Nazim bey, l'un des rédacteurs de l'*Ittihad*, sera représenté ces jours-ci au palais impérial.

Le journal *Ittihad* a cessé volontairement sa publication à partir d'hier pour la reprendre dans deux mois, lorsque probablement le timbre aura été supprimé.

Les journaux *Sadakat* et *Mussavat* ont fusionné et la feuille que les deux administrations publieront paraitra alternativement un jour sous le titre de *Sadakat* et l'autre sous celui de *Mussavat*.

Le *Sylogos littéraire grec* de Péra a nommé lord Derby membre honoraire de cette association.

Sa Seigneurie a accepté cet honneur et a signé au *Sylogos* par une lettre très flatteuse. La lettre de lord Derby a été lue dans la séance de lundi dernier du *Sylogos*.

Ainsi que nous l'avions annoncé, les débats du procès intenté par le gouvernement à M. Th. Cassan, directeur général du journal *Khayal*, devaient commencer hier par devant le tribunal correctionnel du Zaptié.

Nous apprenons que, sur la demande du défendeur qui n'avait pu choisir son avocat, l'affaire a été renvoyée à samedi prochain. Les débats auront lieu à huis-clos.

Le courrier attendu de Trieste est passé aux Dardanelles ce matin à 6 heures.

On sait que le ministère des finances a payé, il y a quelques jours, aux fonctionnaires civils et militaires les appointements du mois de janvier dernier.

D'après nos informations, le ministère a pris ses dispositions pour payer à la fin du mois de février (v.s.) les appointements de ce mois et pour continuer désormais à servir régulièrement les émoluments des fonctionnaires.

Pour les arriérés de quatre mois, c'est-à-dire à partir du mois de septembre jusqu'au mois de décembre inclusivement, qui sont dus aux fonctionnaires le ministère a décidé de les payer au fur et à mesure que la situation du trésor permettra ces paiements.

Trois bataillons de troupes ont été expédiés, avant-hier, pour Varna. Dans la matinée d'hier, deux transports de la marine impériale, chargés de troupes, sont également partis à destination de Varna.

Sur la demande des comités du congrès au profit des soldats malades et blessés de l'armée ottomane, nous nous empressons de rappeler de nouveau aux exécutants que la dernière répétition aura lieu, ce soir, à huit heures et demie. Les comités nous prient d'exprimer leur espoir que tous ceux qui ont gracieusement prêté leur concours se feront un devoir d'assister à cette répétition. Nous rappellerons en outre qu'elle n'a aucun caractère public et que les membres des comités seulement y seront admis.

La durée de l'éclipse totale qui a eu lieu dans la nuit d'avant-hier a été de 1 heure 36 minutes. Le disque de la lune éclipse présentait une teinte rouge orangé très prononcée. Cette coloration est très fréquente dans les éclipses de la lune ; elle est due principalement à l'absorption que la vapeur d'eau contenue dans l'atmosphère terrestre exerce sur les rayons lumineux qui la traversent. Cette vapeur a la propriété de laisser passer plus facilement les rayons rouges que les autres rayons qui forment la lumière blanche du soleil et l'intérieur du cône d'ombre de la terre s'éclaircit par ces rayons rouges, déviés de leur direction primitive par l'atmosphère de la terre.

Cette teinte rougeâtre est plus ou moins prononcée suivant l'état hygrométrique de l'atmosphère.

Depuis quelques jours une série de bourrasques sévissaient sur l'Atlantique

ainsi que sur toute l'Europe ; par conséquent l'atmosphère était surchargée d'humidité ; aussi la coloration rouge de la lune a-t-elle été exceptionnellement prononcée.

Le *Néologos* apprend que l'administration des contributions indirectes révisait l'ancien règlement concernant l'importation d'armes dans le pays.

Afin de rendre impossible la contrebande, le règlement prescrivait, dit le journal, que les armes dont l'importation sera permise et lesquelles passeront par la douane seront frappées d'un cachet spécial, ce qui permettra de reconnaître désormais les armes introduites par contrebande. Les revolvers, fusils et autres armes qui se trouvent déjà dans les magasins des armuriers, seront frappés du même cachet par les préposés de la douane, de manière que les négociants ne puissent plus en importer de nouvelles sans les faire passer par les bureaux de l'administration.

Beyrouth. — Le *Hadikat-el-Akhbar* donne les informations suivantes :

Nachid pacha avait quitté Damas, jeudi matin (8 février), mais les grandes neiges qui s'étaient amoncées sur le sommet du Liban avaient fermé les communications, l'ont obligé de rester trois jours à Schoura, et il n'est arrivé à Beyrouth que samedi soir.

Dimanche, Nachid pacha est allé faire une visite à Zia pacha et lui a remis les papiers du gouvernement ; le lendemain notre valy a rendu la visite de son prédécesseur qu'il avait encore LL. EE. Rustem pacha et Kiamil pacha, ainsi qu'Aket pacha, les notabilités de la ville et les consuls des puissances étrangères.

Le prince Ibrahim, fils d'un des *Radjahs* des Indes, avait quitté son pays, à la suite de la dernière révolution qui y avait éclaté. Il vint ensuite à Constantinople et s'installa pour quelques années, entouré d'égards de la part du gouvernement impérial qui pourvut aussi à sa pension.

S'étant disposé à rentrer dans son pays, le gouvernement impérial lui a procuré toutes les facilités nécessaires pour son voyage et il a quitté Constantinople emportant le sentiment d'une profonde reconnaissance pour la bienveillance dont il a été l'objet de la part du gouvernement impérial.

Le prince Ibrahim est parti pour Beyrouth d'où il ira à Damas et de là à Bagdad par la voie du désert. Il s'embarquera dans le Golfe Persique pour les Indes.

## ACTES OFFICIELS.

## Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale : Blaque bey, directeur du Bureau de la Presse, est nommé membre du conseil d'Etat.

Midhat effendi, est nommé directeur du *Takvimi-Vakayé* (moniteur de l'Empire.)

## Parlement anglais.

LE DUC D'ARGYLL A LA CHAMBRE DES LORDS.

On écrit de Londres, à la date du 21 février :

Malgré les efforts de M. Gladstone, c'est à la Chambre des lords que se lient les plus importantes batailles sur la question d'Orient. La séance du 20 a été, comme dit le *Times*, une « fameuse soirée de même que Bleinheim a été une fameuse bataille ».

Il vaut la peine de lire les discours de la plupart des éminents personnages qui se sont mêlés à la discussion ; mais, tout en renvoyant le lecteur au texte même qui ne peut manquer de vous parvenir, je crois devoir introduire devant le public français quelques-uns des orateurs avec lesquels il pourrait être en contact.

C'est le duc d'Argyll qui a attaché le grelot. Singulière figure que celle de ce vieux lord écossais, chef d'une puissante maison alliée à la famille royale, ardent libéral néanmoins et presbytérien convaincu. Cet illustre pair, qui a des domaines princiers, dont le château d'Inverary et les parcs de quarante-cinq kilomètres le cèdent à peine à ceux de Windsor et de Warwick, est un des whigs les plus avancés, j'allais dire les plus démocrates.

Son fils, le marquis de Lorne, a épousé une des filles de la reine Victoria, la princesse Louise ; l'on assure qu'il a eu souvent à souffrir des ridicules prescriptions de l'étiquette de ceux qui lui rappellent l'occasion qu'il est l'inférieur de sa femme, et qu'un marquis n'est jamais un prince. Pour relever sa couronne héréditaire, le marquis de Lorne a voulu y mêler des lauriers. Mais dans la hiérarchie des partis, il n'a pas pu conquérir encore un rang plus haut que celui qu'il occupe dans la hiérarchie nobiliaire. Qu'il ressente ou non ces gênes d'une situation embarrassée, toujours est-il que le vieux duc, depuis qu'il a perdu la fille de sa souveraine, n'a rien radouci de son libéralisme ni de ses

ardeurs opposantes. Ses adversaires eux-mêmes s'accordent à lui reconnaître un réel talent d'orateur, et hier (20) encore, quelques doutes que l'on puisse entretenir sur l'opportunité de son interpellation, il faut avouer qu'elle a été présentée avec habileté, et soutenue avec une incontestable éloquence.

Rien de bien nouveau dans ce qu'il a dit, surtout pour ceux qui ont lu son grand discours des vacances. Mais c'est le ton, c'est la position éminente de l'interpellant qui doit nous rendre attentifs à la portée de ses paroles. Notre Sénat élu dépassera-t-il ces indépendances de la Chambre des Lords, où nous voyons le gouvernement questionné, tourmenté avec une impitoyable curiosité, sommé d'expliquer publiquement aux heures les plus critiques les récents mouvements qu'il vient de faire ou même ceux qu'il médite d'accomplir sur l'échiquier diplomatique ?

Il y a cette différence entre le duc d'Argyll et M. Gladstone à propos de la question d'Orient que l'ex premier est un anglican formaliste dont les préoccupations religieuses se mêlent à ses préoccupations politiques, tandis que le duc d'Argyll ne se sent pas très incliné vers le catholicisme grec par son presbytérianisme ennemi du cérémonial et des hiérarchies ecclésiastiques. Le point de vue sectaire ne doit jamais être négligé ici quand on juge les hommes d'Etat. Pour comprendre les mobiles de nos diplomates, il faut toujours se rappeler où ils vont le dimanche et sous quel aspect les débats de la semaine doivent se présenter à eux en ce jour de réflexion et de méditation prolongées.

Or, il est facile de voir que le duc d'Argyll, tout en accusant le gouvernement d'avoir vacillé, d'avoir trop cédé aux Turcs, surtout à l'époque du mémorandum, ne s'abandonne cependant pas à ces entraînements fanatiques dignes du temps des croisades et à ces cris de : *Dieu le veut !* que M. Gladstone semble avoir dans l'oreille chaque fois qu'il se lève pour parler de l'empire ottoman. La péroraison du discours du duc d'Argyll a été très remarquée. Faisant appel aux bons sentiments de lord Derby, le duc lui souhaitait sans malice, avec une sincérité évidente, de pouvoir, s'il se retire prochainement des affaires, comme il en a parlé, se rendre le témoignage d'avoir amélioré la situation des chrétiens d'Orient, en les protégeant également contre les Turcs et contre l'écrasante autocratie du tsar de Russie.

En somme, cette interpellation à la fois pleine d'énergie et de ménagements, qui n'envainait pas le débat, qui reportait au contraire la discussion sur les hauteurs d'où elle ne devrait pas être descendue, était bien plus redoutable au ministère que les attaques passionnées et visiblement querelleuses de M. Gladstone.

Aussi vous voyez que toutes les forces des deux partis, toutes les réserves ont été engagées dans le combat, et que lord Derby, lord Salisbury et lord Beaconsfield n'ont pas cru inutile de venir tour à tour à la rescousse détruire l'effet de ce discours dont ils avaient raison de craindre les suites.

Cependant les orateurs de l'opposition et le duc d'Argyll aussi bien que M. Gladstone semblent incapables de sortir de la critique, et chaque fois que le gouvernement les somme de lui donner des conseils positifs pour le présent au lieu de lui reprocher son inconsistance et ses fautes dans le passé, ils battent immédiatement en retraite. La seule chose positive qu'ils aient dite, c'est de demander au ministère d'user de coéducation pour amener la Turquie à reconnaître la volonté de l'Europe et les décisions de la Conférence. Mais de quel genre de coéducation veulent-ils parler ?

Là-dessus, il se renferme encore dans un silence prudent, ou se sauvent par de vagues sous-entendus ou de captieuses insinuations, qui peuvent faire du tort au cabinet, affaiblir son influence et son crédit à l'intérieur et à l'extérieur, mais qui ne sauraient donner le change aux esprits sérieux et faire croire qu'ils voient plus clair que leurs adversaires dans la situation présente.

Le résultat des interrogations du duc d'Argyll et de lord Granville, ce qui ressort des réponses que leur ont faites lord Derby et ses deux collègues, c'est que le gouvernement espère encore amener la Turquie à obéir à l'Europe, qu'il refuse de l'y contraindre par la violence ; qu'il la laissera subir les conséquences de ses fautes, tout en se réservant cependant la liberté de maintenir en cas d'atteinte les droits et les intérêts de la Grande-Bretagne.

Nous allons donner les principaux passages des discours prononcés par les orateurs du gouvernement.

Voici d'abord en quels termes lord Derby a justifié la conduite du cabinet au moment de l'insurrection de l'Herzégovine :

Le noble duc a ridiculisé notre idée d'attribuer la cause de ces troubles à des influences russes ou à des agents russes, quand on ne doit la chercher que dans la mauvaise administration du pays. Je ne perlerai pas de l'action du gouvernement russe, car ce n'est ni mon devoir ni mon désir de l'ac-

cuser. Mais si j'ajoute que des résidents locaux en liaison officielle avec le gouvernement russe se sont trouvés parmi les agents les plus actifs, provoquant ces mouvements et assistant les insurgés de différentes manières, je ne fais que dire ce qui est parfaitement bien connu, ce qui est prouvé par le Blue-Book et ce dont le gouvernement russe conviendrait.

Le consul russe à Ragusa a été décrit comme étant le quartier général des chefs insurgés, et quand un d'eux était tué en campagne, le consul général russe assistait aux funérailles en donnant toutes les marques possibles de respect et des sympathies.

Le noble duc a parlé d'un changement de notre politique en août et en septembre. Si l'on veut dire que ces lamentables événements de Bulgarie ont exercé, lorsque les détails en ont été connus, quelque influence sur notre jugement, il énonce un fait qu'aucun être humain ne saurait nous reprocher, et ce que nous n'avons en aucune façon l'intention de nier.

En voyant que ces massacres aient été confinés dans un même district, nous avons reconnu dans l'administration centrale turque un degré de faiblesse et un défaut de contrôle dépassant tout ce que nous aurions pu raisonnablement supposer.

Mais si, dans l'automne dernier, nous avons adopté un système d'intervention plus active et plus prononcée qu'avant les massacres de Bulgarie, ces considérations qu'il nous faut sur notre conduite qu'une influence secondaire. La vraie cause de notre changement d'attitude a été la nouvelle que la Serbie était entrée en campagne, que l'armée serbe était presque entièrement composée de volontaires russes, et que la Russie avait attaqué en fait, quoique non en forme, la Cause serbe était une défaite russe, et le danger était de voir le sentiment public irrité jusqu'à ce qu'une guerre avec la Turquie devint inévitable. Telle était l'éventualité dont tous les intérêts de l'Europe exigeaient de s'occuper.

Voici la conclusion du discours de lord Derby :

Désirant éviter tout malentendu sur la ligne politique suivie par le gouvernement de Sa Majesté, j'ai adressé une note particulière à S. Exc. Musurus pacha pour lui rappeler que, dans une conversation non officielle du 19 décembre, je l'avais informé que l'Angleterre n'avait pas l'intention de s'associer à des mesures coercitives dans l'hypothèse où les propositions des puissances seraient rejetées par la Porte, mais que la Turquie ne devait pas compter sur l'appui de l'Angleterre si elle refusait d'entraîner une guerre avec d'autres nations. J'ajoutais que ce langage, que j'avais tenu dans une occasion antérieure, représentait l'intention bien arrêtée du gouvernement et que je me décidais à le répéter par écrit, parce qu'il était très important que les ministres du Sultan ne fussent pas dans l'erreur, et qu'il était essentiel qu'ils comprissent bien clairement qu'ils ne pouvaient compter sur aucune assistance de ce pays, s'ils repoussaient les arrangements qui leur étaient proposés. (Applaudissements de la majorité et applaudissements ironiques de l'opposition.)

Dois-je comprendre, en voyant le noble duc applaudir à mes paroles, que les réformes ayant été rejetées par la Porte, nous devions nous joindre à toutes les puissances pour l'y contraindre ? Eh bien, si cette politique est celle qu'il conseille, elle n'est pas du tout celle du gouvernement de Sa Majesté.

Néanmoins, je n'ai pas la parole que dans l'intention de répondre à l'interpellation du noble duc. Si le noble duc ou tout autre membre de la Chambre désire me poser d'autres questions, je suis également tout prêt à justifier mon langage (applaudissements). Je suis tout prêt à prouver que des mesures coercitives n'ont aucun sens si elles ne sont la guerre. (Nouveaux applaudissements.) Si je ne le fais pas, c'est que le noble duc n'a pas posé sa question de telle sorte qu'une pareille discussion soit utile.

Mais je dois ajouter que, depuis la clôture de la Conférence, nous ne sommes point restés inactifs. Nous avons insisté auprès du Monténégro et de la Serbie sur la nécessité de conclure la paix avec le moins de délai possible. Dans peu de jours, on verra ce que nos efforts ont pu produire



mais il pense que la menace de mesures coercitives aurait suffi pour décider le Sultan à céder :

Quel exemple pouvez-vous citer dans l'histoire de Turquie qui nous permette de supposer qu'un Etat qui n'a jamais résisté à une seule puissance sans avoir été aidé directement ou indirectement par un autre aurait songé à faire résistance à toute l'Europe combinée, quand toute l'Europe est décidée à agir et arrive avec des propositions modérées ?

Lord Beaconsfield ne méconnaît pas les droits de l'opposition de poser des interpellations, mais il préférerait un débat général à toutes ces questions de détail. Il déclare que ni lui ni ses amis n'auraient pu prendre la responsabilité de conseiller d'employer contre la Porte des mesures coercitives :

Je pense que c'est le devoir du duc d'Argyll d'éclairer le pays sur ce point, en montrant qu'il est l'opinion du pays sur deux politiques aussi distinctes et dont les conséquences sont si différentes.

L'orateur examine alors rapidement la conduite du gouvernement anglais vis-à-vis de l'empire ottoman :

Cette nuit, on a souvent employé les mots d'indépendance et d'intégrité de l'empire ottoman dans un langage de dérision. Mais Vos Seigneuries n'oublieront pas que ces mots ressemblent ce qui a été accepté par les hommes d'Etat. La preuve en a été donnée dans la récente conférence.

La base dont le marquis de Salisbury s'est servi pour accuser la mission d'Argyll et de ses amis, a été la reconnaissance par les grandes puissances de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman. Ce n'est donc pas un terme vague dont les journalistes seuls peuvent faire usage.

On a dit que l'intégrité de l'empire ottoman était un mythe, puisque la Turquie avait perdu tant de provinces et de royaumes. L'Angleterre a eu le malheur aussi de perdre des provinces encore plus précieuses ; mais y a-t-il eu un temps, même lors de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, où un homme d'Etat anglais aurait hésité à défendre l'intégrité du territoire britannique ? Nos voisins ont perdu récemment deux provinces inestimables ; mais, je vous le demande, y a-t-il un seul homme en France qui ne soit pas prêt à mourir pour l'intégrité de la République française ?

Après ce mouvement d'éloquence, l'orateur entre dans l'examen minutieux des traités et des événements qui se sont succédés.

Puis, après avoir affirmé que le cabinet est unanime, il termine par cette péroraison :

Quoique regrettant de voir que l'opposition n'eût point attaqué l'ensemble de notre politique, nous avions le droit, mes collègues et moi, de la défendre. Je serai toujours prêt à agir ainsi. Je sais bien que Vos Seigneuries sentent vivement l'importance des débats que soulève la question d'Orient. Je sais que c'est une de celles qui passionnent le pays, non seulement dans un but philanthropique et humanitaire, mais encore à cause du sentiment qui inspire à la nation l'empire que ses pères ont créé dans l'Indoustan.

Ici est le dernier lien du royaume où de pareils sentiments pourraient s'éteindre. Quelles que soient les décisions que Vos Seigneuries prennent à ce sujet, je suis persuadé d'avance qu'elles seront les plus favorables au maintien de ce magnifique empire.

Le débat va recommencer probablement devant la Chambre de lords. Le duc d'Argyll ayant demandé aussi, à la suite du discours de lord Beaconsfield, des renseignements sur la nature des services rendus par le gouvernement anglais au gouvernement turc, lord Derby a déclaré que les renseignements demandés seraient fournis si des raisons d'Etat n'y faisaient obstacle.

## Les défenses du Danube.

On écrit des bords du Danube, le 12 février, au *National* :

Il y a, à cette heure, quatre-vingt-dix chances pour la guerre et dix contre ; et si, comme ce n'est que trop probable, le pour doit l'emporter sur le contre, l'entrée en campagne n'est plus une question de mois, mais tout au plus de semaines et peut-être de jours. Or, dès l'ouverture des hostilités, l'armée russe aura à entreprendre une grande, importante et périlleuse opération : le passage du Danube. Il m'a semblé intéressant d'étudier, à cette occasion, le cours inférieur du plus puissant fleuve de l'Europe et de rechercher l'endroit où les ennemis se pourraient le plus commodément franchir.

On a fait, dans les livres de voyages, plusieurs descriptions des Dniepr de Fer, ce qui me dispense d'en parler ici. Je ne prends d'ailleurs le Danube qu'à partir de Thurn-Severin, point où le fleuve quitte les gorges étroites qui séparent les Balkans des Carpates, où les montagnes se retirent des deux côtés, entourant cette immense vallée qu'on nomme la Bulgarie et la Valachie et qui ne finit qu'à la mer.

Depuis Widin jusqu'à son embouchure, le Danube serpente au milieu d'une plaine. Toutefois, — et ceci est fort important, — il existe une différence entre les deux bords ; tandis que celui du côté de la Bulgarie se rapproche du fleuve par une pente très rapide qui le domine, la rive valaque ne présente à l'œil qu'une plaine argileuse couverte de prairies et fréquemment marécageuse. Plus le fleuve s'avance vers son embouchure, et plus les marais deviennent nombreux. Ce n'est que de Braila à Rénie que la rive gauche se relève et forme par endroits des pentes abruptes dont quelques-unes de quatre-vingts pieds de hauteur.

Dans la Dobroucha, la rive droite est également dans une position très dominante ; et, d'ailleurs, il est difficile de tenter un passage sur ce point, car le fleuve se divise en plusieurs bras formant des îles nombreuses couvertes de marécages, de broussailles et de roseaux, et presque complètement submergées, surtout à cette époque de l'année.

En outre de cette différence de niveau entre les deux rives, différence toute à l'avantage des Turcs, il faut aussi dire que de nombreuses forteresses défendent le passage du fleuve. Je laisse de côté les redoutes, retranchements, ter-

rassements élevés dans ces derniers temps et auxquels on travaille encore ; le reste, pour ne nommer que les villes réellement fortifiées : Widin, Nicopolis, Stowwa, Roustchouk, Turtokai, Silistrie, Hirschowa, Matchin, Isaktschi, Toulcha. Or, toutes ces forteresses, comme l'a fort bien remarqué M. de Molke dans son ouvrage *Campagne des Russes dans la Turquie d'Europe en 1828 et 1829*, sont situées aux points mêmes où la nature du fleuve permet de tenter un passage.

Au-dessous d'Isaktschi, le Danube forme trois bras, dont seul celui du milieu, la Sulina, est navigable. La largeur de la Sulina est d'environ deux cents mètres ; mais les rives sont bien encaissées, grâce aux soins de la commission européenne du Danube, et tout cet espace peut être livré à la navigation. La distance entre le bras septentrional et le bras méridional du delta est d'environ dix milles ; sur le cours du premier se trouve Ismail, sur celui du second, Toulcha.

Les deux villes sont construites en face l'une de l'autre. Près de Toulcha est un banc de sable qui obstrue tout le lit du fleuve et ne laisse qu'un mètre d'eau en temps ordinaire ; on pourrait donc y établir un pont de chevaux ; mais l'abond de la rive gauche est rendue fort difficile, sinon impossible, par des marais couverts de roseaux.

La largeur du Danube, à partir de Thurn-Severin, est, quand il ne se divise pas en plusieurs bras, d'au moins neuf cents mètres ; dans beaucoup d'endroits il atteint plus du double de cette étendue. La pente du fleuve est faible, surtout de Widin à Galatz ; cependant le courant a encore une vitesse moyenne d'environ un demi-mille par heure.

## Protocoles de la Conférence de Constantinople.

### VIII<sup>e</sup> PROTOCOLE.

Séance du 30 Zilhadjé 1293, 31/5, janvier 1877.

### Annexe sub III. C. BULGARIE.

#### Projet de règlement organique.

(Suite.)

Le mode de perception des impôts sera laissé à la décision des autorités cantonales. Une somme à déterminer par la commission de surveillance et n'excédant pas 30 p. c. des revenus de la province, sera versée dans les succursales de la Banque ottomane, pour être affectée au paiement de la dette publique et aux besoins du gouvernement central. Le reste des revenus sera destiné aux besoins intérieurs de la province.

VI. En attendant qu'un règlement de justice spécial soit élaboré par la commission de surveillance, les tribunaux seront organisés de la façon suivante :

La justice de paix sera rendue par les maires et leurs conseillers. Ils connaîtront des affaires civiles sans appel jusqu'à 4,000 piastres, et en matière pénale des contraventions. Avec appel ils connaîtront jusqu'à 5,000 piastres. Ils jugeront selon les usages et les coutumes qui ne sont en pas contradiction directe avec les lois existantes.

Les juges des tribunaux civils et criminels seront nommés par le gouverneur général, avec l'assentiment de la commission de surveillance, et plus tard de l'avis du conseil administratif.

Ils seront rétribués convenablement. Ils seront nommés pour trois ans. Après ce temps ils pourront être confirmés dans leurs fonctions, et dans ce cas ils deviendront inamovibles. Mais si leur conduite judiciaire n'est pas à la hauteur de leurs fonctions, ils pourront être destitués par la cour d'appel, après avoir été mis en jugement.

Il y aura au chef-lieu de la province une cour d'appel. Les membres et le président de cette cour seront nommés par la Sublime Porte avec l'assentiment des représentants des puissances garantes.

Les membres de la cour pourront être musulmans ou chrétiens et statueront sur la base du code ottoman. L'élément européen pourra y être introduit. Dans ce cas le magistrat européen sera muni d'un certificat émanant d'une autorité juridique compétente et justifiant de ses connaissances.

La durée des fonctions de membres de la cour d'appel sera la même et réglée par les mêmes conditions que pour les juges des tribunaux. Les tribunaux connaîtront de toutes les causes civiles et pénales, sauf appel à la haute cour d'appel, instituée dans le chef-lieu de la province.

Les causes appartenant spécialement à une confession quelconque, seront de la juridiction exclusive des autorités ecclésiastiques de la communauté, et les décisions rendues par elle seront considérées comme exécutoires.

VII. Il y aura une entière liberté de culte. L'entretien du clergé aussi, bien que celui des établissements religieux et d'instruction publique, sera à la charge de chaque communauté.

Pour pouvoir changer de religion, un jeune homme devra avoir 18 ans et une jeune fille 16 ans. Mais pour être autorisée à faire la déclaration de son changement de religion, le jeune homme ou la jeune fille devra passer une semaine chez le chef spirituel de son premier culte.

Il ne pourra être porté aucune entrave à la construction des édifices religieux et à l'exercice des cérémonies du culte.

Le devoir des assemblées de province et de canton sera de pourvoir aux nécessités de l'instruction publique en s'imposant spécialement pour la création et l'entretien des écoles.

La langue du pays sera employée comme titre que la langue turque dans les tribunaux et l'administration.

Dans les cantons où l'usage de la langue grecque est général, les autorités cantonales pourront s'en servir.

VIII. L'armée régulière ottomane sera cantonnée dans les forteresses et dans les villes principales. Elle sera destinée à la défense extérieure du pays. Elle pourra être employée à l'intérieur en cas de guerre ou sur la demande du gouverneur général de la province.

Il sera formé une milice ou garde nationale, composée proportionnellement à la population de chrétiens et de musulmans, dont le nombre ne devra pas dépasser un pour cent des habitants mâles. Elle fera ses exercices séparément sous la direction d'officiers nommés par le vali. Si, par son ordre, les corps de milice se trouvaient réunis en nombre de plus de 1,000 hommes sur un point déterminé, les officiers supérieurs (commandants et au-dessus) seront nommés par la Sublime Porte.

Une gendarmerie entretenue par la provin-

ce, suffisante pour maintenir la sécurité publique et pour faire la police, sera formée de façon à ce que le nombre des chrétiens et des musulmans, qui en feront partie, soit proportionné à la population de chaque culte. Elle aura des officiers musulmans et chrétiens, nommés par le gouverneur général, et sera distribuée dans le pays.

La Sublime Porte s'interdira à l'avenir la colonisation des circonscriptions dans ses possessions d'Europe. Quant aux familles de cette nation qui y sont fixées en ce moment, elle encouragera leur éloignement, en favorisant leur établissement dans les provinces asiatiques musulmanes.

IX. Une amnistie générale sera accordée aux personnes qui ont été incarcérées sans jugement, et qui ont subi des condamnations sommaires (exil, déportation, emprisonnement), prononcées par les autorités administratives ou par diverses commissions ottomanes.

Une commission internationale sera nommée pour un an par les puissances garantes, afin de veiller à l'exécution du règlement, qui devra être mis en vigueur dans les trois mois de la signature du protocole.

### IX<sup>e</sup> PROTOCOLE.

Séance du 5 mouharrem 1294 (8/20 jan. 1877).

Présents : les mêmes qu'au protocole n<sup>o</sup> 4. La séance est ouverte à une heure et demie. Le protocole de la dernière réunion n<sup>o</sup> VIII est lu et adopté.

Le premier plénipotentiaire ottoman donne lecture du discours suivant :

Le projet présenté par S. Exc. le marquis de Salisbury, au nom des plénipotentiaires des puissances garantes, dans la séance du 3/15 janvier, a fait l'objet de l'examen le plus attentif du gouvernement impérial.

Les plénipotentiaires ottomans ont déjà eu l'honneur d'appeler dans la dernière séance l'attention de leurs collègues sur les deux points du nouveau projet relatif à la commission (de contrôle) dont les membres devaient être désignés par les puissances, et à la nomination des gouverneurs généraux avec l'agrément des représentants des six puissances.

Ces deux points présentent un caractère particulier, en ce sens qu'ils ne constituent pas de nouvelles réformes, mais bien un moyen pour les puissances de s'assurer de l'exécution des réformes que le gouvernement impérial se propose de réaliser. En d'autres termes, la Sublime Porte est mise par là en demeure de fournir des garanties, et une pareille proposition ne pouvait manquer de provoquer des objections très-sérieuses.

A une époque qui n'est pas bien éloignée, la question des garanties avait été soulevée ; depuis lors, le sentiment universel s'est confirmé dans la légitimité des principes d'indépendance qui servent de base aux relations des Etats. Les barrières que des préjugés séculaires avaient élevées entre le monde oriental et le monde occidental se sont abaissées. En Turquie des progrès notables ont été réalisés : le niveau des intelligences et de l'esprit public s'est élevé ; une Constitution modelée sur les institutions des Etats les plus éclairés a été proclamée. Serait-il possible de priver aujourd'hui la Turquie des droits que l'Europe a été unanime à lui reconnaître lorsqu'il y a vingt ans elle fut admise dans la grande famille des Etats européens ? Serait-il juste de lui imposer aujourd'hui un contrôle effectif sous une forme des plus dures sous lesquelles une intervention étrangère peut se produire ? Faire participer des délégués ou des représentants étrangers à l'exercice de l'autorité souveraine, ce serait mettre le gouvernement impérial en état de suspicion vis-à-vis de ses sujets ; ce serait placer la Turquie dans une situation sans exemple dans le monde et inférieure à celle qui est faite à ses propres vassaux.

Le premier article du programme anglais indiquait comme une des bases essentielles de la Conférence le maintien de l'indépendance de l'Empire. Les plénipotentiaires ottomans, invoquant cet article, ont eu soin de faire voir que le terme de garantie, qui se trouve dans la suite des propositions anglaises, ne signifiait pas des garanties à fournir par le gouvernement ottoman, mais bien des garanties morales devant découler du système d'institutions à concéder à la Bosnie et à l'Herzégovine. Ils ont insisté sur les garanties d'exécution fournies par le régime constitutionnel accordé spontanément par S. M. le Sultan à tous ses peuples ; ils ont enfin fait valoir qu'on ne saurait imaginer un meilleur gage de l'exécution des réformes projetées que celui qui consiste dans l'intérêt du gouvernement lui-même à rendre heureux et prospères ses sujets, et la nécessité qui existe pour lui d'éviter tout ce qui pourrait lui aliéner des sympathies auxquelles il attache le plus grand prix.

Les plénipotentiaires ottomans ne sauraient dire jusqu'à quel degré les considérations qui précèdent et qui exprimaient les convictions du ministère impérial ont modifié la manière de voir de leurs collègues. En égard cependant à la gravité de la situation et afin de ne point s'exposer au reproche de se laisser guider par des appréciations individuelles, le ministère impérial a pensé qu'il était nécessaire de faire appel, ainsi qu'il est d'usage en pareil cas, au jugement et aux sentiments d'un conseil général extraordinaire. Ce conseil, qui a été convoqué à vertu d'un iradé impérial le 6/18 courant à la Sublime Porte, était composé d'environ 200 personnes et réunissait les sommités de toutes les classes des sujets de Sa Majesté, ainsi que les représentants des communautés religieuses. La question lui fut soumise dans tous ses détails et il est de mon devoir d'informer Vos Excellences qu'après en avoir mûrement délibéré, le conseil s'est prononcé à l'unanimité pour la non acceptation des deux points en question.

Ceux-ci ainsi écartés, la Sublime Porte n'en a pas moins recherché les moyens propres à conduire à un arrangement de cette difficulté et de nature à lui permettre d'entrer, dans la mesure du possible, dans les vues de MM. les plénipotentiaires des six puissances. Elle croit y avoir réussi, autant que cela dépend d'elle, en admettant que l'institution des commissions proposées par S. Exc. le comte Andrassy pour la Bosnie et l'Herzégovine soit étendue à d'autres parties de l'Empire également. En conséquence la Sublime Porte propose :

« Que deux commissions composées, en nombre égal, de musulmans et de chrétiens soient librement élues par la population pour un an, l'une pour la Bosnie et l'Herzégovine, et l'autre pour les vilayets du Danube et d'Andrinople. Ces commissions, dont chacune sera placée sous la présidence d'un haut commissaire désigné par le gouvernement impérial, seront chargées pour le dit terme d'un an :

1<sup>o</sup> De veiller à l'exécution des réformes constitutionnelles ;

2<sup>o</sup> De surveiller l'exécution des mesures sur lesquelles on s'est tombé d'accord pour les provinces ;

3<sup>o</sup> De prendre des mesures pour venir en aide aux populations éprouvées ; et

4<sup>o</sup> D'assurer la complète sécurité des habitants au moyen de la gendarmerie, formée par le gouvernement impérial.

Les plénipotentiaires ottomans ajouteront que si la Conférence veut bien se rendre com-

pte de la proposition qui précède, elle se convaincra aisément que ces commissions élues ainsi constituées remplaceront avec avantage dans la pratique la commission internationale, et qu'en même temps qu'elles épargneront à toutes les parties les difficultés insurmontables que présenterait la commission internationale, elles constitueront en elles-mêmes une nouvelle institution que toute l'Europe avait acceptée et recommandée comme suffisante et comme répondant parfaitement aux intentions des cabinets.

D'un autre côté, dans la nouvelle rédaction présentée par S. Exc. le marquis de Salisbury et dans laquelle la Sublime Porte a constaté avec satisfaction le progrès qui a été réalisé par l'échange de vues qui s'est établi dans la Conférence depuis l'ouverture des délibérations communes, dans cette nouvelle rédaction, disons-nous, il existe un grand nombre de dispositions qui se trouvent être conformes aux lois en vigueur ou qui sont contenues dans les principes énoncés dans notre Constitution. Telles sont les dispositions concernant :

1<sup>o</sup> La division des vilayets en sandjaks ;

2<sup>o</sup> L'élection des assemblées des vilayets pour une durée de 4 ans ;

3<sup>o</sup> La fixation du budget des vilayets par ces mêmes assemblées ;

4<sup>o</sup> L'indépendance des tribunaux ;

5<sup>o</sup> La publicité des audiences ;

6<sup>o</sup> La liberté entière des cultes ;

7<sup>o</sup> La juridiction exclusive des autorités ecclésiastiques pour les causes spéciales des différents confessions ;

8<sup>o</sup> L'entretien du clergé et des établissements religieux ainsi que des établissements d'instruction publique par les communautés elles-mêmes ;

9<sup>o</sup> Les garanties contre les conversions forcées ;

10<sup>o</sup> La formation d'une gendarmerie de musulmans et de chrétiens avec des officiers subalternes nommés par les gouverneurs généraux.

Indépendamment des dispositions rentrant dans cette catégorie et sur lesquelles l'entente est déjà complète, il en existe d'autres qui, bien que non explicitement spécifiées par les lois en vigueur ou les articles de la Constitution, ne présentent aucun caractère institutionnel et pour lesquelles dès lors l'acceptation du gouvernement impérial ne fait pas de doute.

Telles sont les dispositions concernant :

1<sup>o</sup> La subdivision des cazas en canjous de 5 à 10,000 habitants, avec des autorités cantonales librement élues par la population dans chaque commune ;

2<sup>o</sup> L'abolition des fermages ;

3<sup>o</sup> Le non-emploi de troupes irrégulières ;

4<sup>o</sup> L'interdiction de la colonisation en masse des circonscriptions en Roumélie.

5<sup>o</sup> L'amnistie générale et sans distinction ;

6<sup>o</sup> La prohibition du port d'armes non autorisées.

Il suffira maintenant de comparer les déclarations qui précèdent avec le travail présenté par S. Exc. le marquis de Salisbury pour voir que les divergences, s'il en existe encore, se réduisent à bien peu de chose. Aussi les plénipotentiaires ottomans croient-ils ne pas se faire illusion en exprimant l'espoir qu' aussitôt la discussion ouverte sur le nouveau travail, il sera aisé d'arriver à l'accord si généralement désiré.

Tel était en réalité l'état de la question, les plénipotentiaires ottomans ne veulent pas croire que les représentants des six puissances tiennent absolument à ne pas faire écartier de leur programme les deux points qui, sans relation avec l'ensemble des réformes qu'il s'agit d'inaugurer, s'opposent à la mise en discussion des questions qui présentent une utilité pratique.

Si l'Europe, aussi bien que l'Empire ottoman, attend avec anxiété le résultat des délibérations de la Conférence, le gouvernement impérial pense que les puissances garantes reconnaîtront qu'il ne serait pas juste de prolonger cette anxiété en persistant à maintenir sur leur programme, et cela au risque des plus graves éventualités, deux points auxquels il est aujourd'hui évident que la Turquie se trouve dans l'impossibilité de souscrire.

Le marquis de Salisbury constate que le mode de nomination des valis demandé par les puissances n'est pas accordé dans le document que vient de lire le premier plénipotentiaire ottoman.

S. Exc. Safvet pacha reconnaît l'exactitude de cette observation.

Le général Ignatieff dit que la Porte n'admet pas les propositions des puissances que ce qui est conforme aux lois existantes et à la Constitution. S. Exc. se demande alors pourquoi le gouvernement ottoman a accepté la Conférence.

S. Exc. Safvet pacha répond que la Porte a dû tenir compte des incompatibilités qui existent entre ces propositions et sa propre législation, et faire la part de celles qu'elle peut accepter et de celles qui ne sauraient, à son avis, être mises à exécution.

Le plénipotentiaire de Russie considère le document lu par S. Exc. Safvet pacha comme un simple abrégé des contre-propositions déjà repoussées par les puissances. Il fait observer qu'il n'y est question ni de la nomination des mutesarrifs pour un terme déterminé, ni de la milice, ni de l'organisation proposée pour les tribunaux, ni de la compétence des assemblées provinciales. En se référant à la Constitution, la Porte repousse par cela même les mesures qui n'y sont pas indiquées et non-seulement celles qui sont relatives aux changements de religion et en général aux affaires religieuses aussi bien qu'à l'emploi de la langue du pays. Ainsi, les points les plus essentiels de la réorganisation proposée par les puissances, sans parler même des commissions de contrôle, sont écartés ou remis à un règlement ultérieur, et même les articles que le gouvernement ottoman a l'air d'accepter sont entourés de réserves qui atténuent la valeur de cette adhésion.

Les plénipotentiaires ottomans disent que le premier contre-projet présenté par la Porte contient sur plusieurs de ses points des déclarations dont il convient de tenir compte ; qu'il leur semble que sur plusieurs dispositions signalées par le général Ignatieff comme constituant des différences entre les deux projets, et notamment sur la question des conversions, ainsi que sur les affaires religieuses, il y a accord, et que d'ailleurs ils sont prêts à entrer en discussion sur les points auxquels S. Exc. a fait allusion avec l'espoir d'arriver à une entente.

Le général Ignatieff demande si la commission proposée par la Porte sera composée de fonctionnaires, et sur la réponse de S. Exc. Safvet pacha que cette commission sera élue, le plénipotentiaire de Russie ajoute qu'elle ne saurait être indépendante du gouvernement, puisqu'elle devra être sous la présidence d'un fonctionnaire ottoman.

Les plénipotentiaires ottomans font valoir qu'il serait en tout cas nécessaire de mettre ces commissions électives en relation avec le gouvernement, et que c'est dans ce but que la Sublime Porte propose d'en confier la présidence à une personne qui serait désignée par elle ; ils expriment de nouveau la pensée qu'un grand nombre de points indiqués par

S. Exc. le général Ignatieff pourraient être ultérieurement discutés.

Le plénipotentiaire de Russie déclare qu'en tout cas, du moment que les deux points principaux, la nomination du vali avec l'agrément des puissances et l'institution des commissions de contrôle internationales, ne sont pas admis par la Sublime Porte, il y a lieu de considérer qu'il n'y a plus de terrain de discussion.

Le comte Zichy fait observer que dans la communication lu par S. Exc. Safvet pacha il n'est question ni de la Serbie ni du Monténégro.

S. Exc. Safvet pacha dit que la discussion de cette question est réservée à cause de son caractère politique.

Le marquis de Salisbury s'exprime ainsi :

« J'ai déjà exprimé ma conviction qu'une commission élue, si elle était librement élue, contiendrait des éléments sages à l'autorité du gouvernement ottoman, en émettant son opinion que, dans les circonstances où se trouve actuellement la Bulgarie, l'élection vraiment libre d'une commission indépendante du gouvernement serait impossible. Or, l'indépendance de la commission est la condition essentielle de son efficacité, sans laquelle elle n'offrirait aucune garantie pour l'exécution des réformes que le gouvernement ottoman a promises.

Le gouvernement de S. M. Britannique et tous les autres gouvernements, j'en suis bien sûr, verront avec une vive sympathie la fidèle exécution de ces réformes non-seulement en Bulgarie et en Bosnie, mais aussi en Epire et en Thessalie et dans les autres parties de l'empire. Mais ce n'était pas pour prendre acte des intentions conciliantes du gouvernement actuel, ni pour enregistrer des projets d'amélioration du fonctionnement du pouvoir central que la Conférence des puissances s'est réunie à Constantinople. Sa tâche est d'établir une autonomie administrative et des garanties sérieuses contre la mauvaise administration dans les provinces révoltées. Dis qu'un refus d'accorder de telles garanties sera dûment constaté, sa mission sera accomplie, et son existence ne peut plus se prolonger. »

Le général Ignatieff prononce le discours suivant :

« La réponse que nous devons d'entendre de la bouche de MM. les plénipotentiaires ottomans et qui constitue un refus des propositions des grandes puissances consignées dans le résumé qui a été présenté dans la séance précédente par le marquis de Salisbury, me place dans la pénible nécessité de déclarer que le terrain des délibérations de la Conférence est épuisé, et que nous la considérons, dès lors, comme dissoute.

Ainsi que mes collègues des grandes puissances et moi en avons prévenu MM. les plénipotentiaires ottomans, nous avons reçu l'ordre de quitter Constantinople, en laissant des charges d'affaires pour l'expédition des affaires courantes ou diuturnes.

C'est avec un sentiment de profond regret que je vois nos efforts sincères et unanimes aboutir à un résultat négatif ; et la modération de nos demandes, surtout celle témoignée de l'avis général, par la Russie, donner lieu à des fausses interprétations de nos dispositions conciliantes, semblant portées à les attribuer à d'autres motifs. Conscients de leur rôle de garantes de la Turquie, les grandes puissances ont fait tout ce qu'elles croyaient possible et nécessaire pour engager l'Empire ottoman à entrer dans la seule voie qui pouvait, selon elles, assurer son intégrité et sa conservation tout en maintenant la paix européenne.

La Sublime Porte n'a pas voulu écouter leur voix. Se laissant attirer par le courant dangereux de manifestations patriotiques, dont les origines ne sont ni aussi profondes, ni aussi étendues qu'en sont bruyantes les échos, elle a répondu par fin de non-recevoir aux vœux unanimes et aux conseils désintéressés de l'Europe.

Le gouvernement du Sultan altere ainsi lui-même la nature des rapports qu'il entretenait avec les grandes puissances et risque de perdre, comme l'a constaté dans la séance précédente le marquis de Salisbury, ses droits de réclamer leur appui et le bénéfice de la garantie qui lui était acquise par les traités. Il assume également la responsabilité entière des graves conséquences qui pourraient en résulter. Je crois à cet égard devoir déclarer de aujourd'hui que si, à la suite de cette rupture des négociations de paix, les hostilités contre la Serbie ou le Monténégro, dont les puissances avaient en vue de prévenir le retour, étaient reprises ou si la sécurité des chrétiens était sérieusement compromise dans les provinces intérieures ou dans une des villes du littoral, le gouvernement impérial que j'ai l'honneur de représenter considérerait une semblable éventualité comme une provocation à l'Europe.

Je ne saurais m'empêcher d'ajouter quelques avis-risements.

Dans le cours de nos travaux préparatoires, maintenant strictement les limites qui leur ont été assignées par les bases anglaises, nous avons évité de nous occuper des questions qui n'y entraient pas directement. Cependant, malgré les efforts tentés par les autorités ottomanes pour provoquer des manifestations favorables à l'état de choses actuel, des adresses et des pétitions ont été présentées à la Conférence pour la prière de prendre en considération la situation des provinces chrétiennes de la Turquie dont le sort n'était pas dans le programme anglais. Ainsi, les habitants de la Thessalie et de l'Epire ont signalé de nombreux cas de pouvoir dont ils avaient à souffrir. Les Crétois ont cherché à nous exposer les imperfections du règlement organique, qui même dans sa forme actuelle, considérée comme déficiente, n'est pas sérieusement appliqué par les autorités ottomanes.

Nous ne saurions passer sous silence ces réclamations et, fidèles au désir de nos gouvernements de maintenir la paix de l'Orient, nous devons attirer la plus sérieuse attention de la Porte sur la situation de toutes les populations chrétiennes de l'Empire, en l'engageant à ne point attendre les effets miraculeux d'une Constitution ébauchée et dont les avantages ne pourraient en tout cas se faire sentir, si elle était même parfaite, qu'après son exécution consciencieuse pendant un espace de temps plus ou moins prolongé, pour prendre des mesures efficaces afin d'épargner à l'humanité le triste spectacle du renouvellement des tragiques événements qui ont fait fremir d'indignation le monde civilisé.

Ne pouvant nous prononcer d'avance sur la valeur de la Constitution récemment promulguée, dont le nombre de nouvelles lois doivent encore compléter les dispositions et déterminer le véritable caractère, je crois devoir présumer à la Sublime Porte contre les atteintes qui pourraient être portées aux stipulations du hatti-humayoun de 1856 et aux prescriptions du firman du 12 décembre 1875 et qui constitueraient une violation des engagements contractés à l'égard de l'Europe. Un soin particulier devrait être mis surtout à maintenir intacts les anciens privilèges et immunités acquis aux communautés chrétiennes en général et à leurs chefs religieux en particulier, et à n'altérer en rien les droits dont ils jouissent.

Un intérêt universel d'un autre genre me semble réclamer également la prompte sollicitude de la Sublime Porte. La confiance du monde financier de l'Europe lui avait été acquise et des milliards d'Espagne ont été placés dans les emprunts ottomans. Les récentes ordonnances du gouvernement témoignent de son intention de reconnaître la totalité de ses obligations à l'égard de ses créanciers. Mais la situation de ces derniers n'est nullement améliorée. Il serait urgent et avant-eux pour la Porte d'aviser sans retard aux moyens de satisfaire les porteurs des fonds turcs. Les représentants ont en vue leurs intérêts

lorsqu'ils proposaient de faire verser dans la Banque une partie des revenus des provinces dont ils étaient appelés à régler l'organisation. Le gouvernement du Sultan ayant repoussé leur projet, il serait équitable de sa part d'adopter sans retard un système qui garantisse dans une mesure analogue les intérêts des détenteurs d'emprunts ottomans.

Il ne me reste, en terminant, qu'à exprimer un dernier vœu. Puissent les conseils du Sultan, dont la popularité et l'influence sur l'opinion



fabilité, sera sans doute partagé par vous. On est donc fondé à attendre que, cette fois, l'accord s'établira sur les projets de loi en question.

De même, le projet de loi relatif aux enquêtes sur les sinistres maritimes, qui n'a pas reçu de solution dans la session précédente, vous sera de nouveau présenté.

Les lois judiciaires sur lesquelles un accord a été trouvé dans la dernière session, doivent, en termes des dispositions y contenues, entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1879. Pour pouvoir se renfermer dans ce délai, il est nécessaire d'être fixé au plus tôt sur le lieu où le tribunal de l'Empire doit avoir son siège. Un projet de loi vous sera soumis à ce sujet.

Dans les cercles de l'industrie nationale des plaintes se sont fait entendre sur le manque d'une législation communale pour la protection des inventions industrielles. Afin de combler cette lacune, un projet de loi sur les brevets d'invention a été préparé, après addition de personnes compétentes; ce projet vous sera présenté et formera l'un des principaux objets de vos délibérations.

Aujourd'hui encore, malheureusement, se prolonge l'état d'affaiblissement où se sont trouvés, pendant les deux dernières années, le commerce et l'industrie, chez nous comme en d'autres pays. L'examen auquel les gouvernements confédérés se sont livrés à l'égard de la situation, ne m'a point convaincu que les conditions intérieures de l'Empire allemand eussent une part essentielle aux causes des fâcheux effets qui se font sentir également dans tous les autres pays. La tâche de subvenir au défaut d'occupation — momentanément et local — des forces qui cherchent du travail, — est celle plutôt des États particuliers que de l'Empire. Qu'un manque de confiance dans la sûreté future de l'état légal établi en Allemagne puisse faire obstacle au relèvement de l'industrie, — vous considérerez, avec moi, de telles inquiétudes comme mal fondées. L'organisation de l'Empire et la saine raison du peuple allemand forment une sûre défense contre les dangers que des tendances anarchiques pourraient créer à la sûreté et au développement régulier de notre état légal.

Quant aux dangers extérieurs qui pourraient naître de la crise orientale non encore dénouée, l'Allemagne en est moins menacée que d'autres pays. Ma politique est demeurée invariablement fidèle aux principes qu'elle a suivis depuis l'origine des complications en Orient. La Conférence tenue à Constantinople n'a pas réussi malheureusement à persuader la Porte de faire les concessions que les puissances européennes, dans l'intérêt de l'humanité et afin d'assurer la paix, exigeaient de la Conférence ou en ce résultat que les puissances chrétiennes sont parvenues entre elles à une entente sur la mesure des garanties à réclamer de la Porte, entente qui avait la Conférence du moins n'avait pas encore trouvé une expression unanime et avouée.

Sur ce résultat peut se fonder fermement la confiance que la paix entre les puissances se maintiendra aussi par la suite, si l'on ne devait pas voir se réaliser l'espérance que la Porte exécute de son propre mouvement les réformes relatives au traitement de ses sujets chrétiens, lesquelles ont été reconnues par la Conférence comme un besoin européen. Dans le cas où l'attente qui, sous ce rapport, s'attache aux promesses de la Porte et à l'ouverture des négociations de paix avec la Serbie et le Monténégro, ne devrait pas être remplie, Mon gouvernement s'efforcerait encore, comme il l'a fait jusqu'ici, — dans une question où les intérêts allemands ne lui prescrivent pas une ligne de conduite déterminée, — d'employer son influence à protéger les chrétiens en Turquie et à préserver la paix européenne, mais surtout à maintenir et à affermir ses propres bonnes relations avec les gouvernements qui lui sont alliés et amis. Pour cette œuvre de paix je compte avec une pleine confiance sur l'aide divine.

## AUTRICHE-HONGRIE.

## NOUVELLES DIVERSES.

La Nouvelle Presse libre et la Gazette allemande commentent les déclarations faites par le sous-secrétaire d'Etat M. Hardy au parlement anglais. D'avis de ces feuilles, le discours en question est une habile réponse à la note circulaire du prince Gortschakoff. « Le cabinet tory, dit la Gazette allemande, a adopté la politique de la main libre comme ligne de conduite dans la question d'Orient, mais seulement « provisoirement ». Et cette clause déjoue tous les calculs de la diplomatie russe. Une neutralité à terme ne sert de rien à la Russie. Ce qu'elle veut c'est la certitude que ses troupes, après avoir forcé la ligne des Balkans ne rencontreront pas une armée anglo-indienne qui fermerait les portes de Constantinople au nez du Diablsch moderna. Lord Beaconsfield a riposté avec beaucoup d'adresse à l'attaque de son ami Gortschakoff; nous sommes curieux de voir quelle sera la réplique de ce dernier. »

Le syndicat de la faillite Stroussberg a vendu quelques propriétés en Bohême pour la somme de 90,000 fl. : cette somme sera distribuée entre les 3,500 à 4,000 ouvriers qui ont des arriérés de salaires à réclamer.

La dette flottante de l'Autriche se composait le 1<sup>er</sup> février 1<sup>er</sup> de 64,468,557 florins en bons hypothécaires de 278,347,530,761 fl. en billets de l'Etat (staatsnoten). La totalité de la dette flottante étant donc à cette date de 411,999 mille 318 florins.

## FRANCE.

## L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

On lit dans le *Moniteur universel* : « On se rappelle que la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur contenait une disposition spéciale, aux termes de laquelle le ministre de l'instruction publique était invité à présenter dans le délai d'une année un projet de loi sur les améliorations à apporter à l'enseignement supérieur de l'Etat. »

« Ce projet de loi, qui a été l'objet d'une longue élaboration, est aujourd'hui à peu près complètement terminé, et nous croyons savoir qu'il sera soumis à la Chambre des députés d'ici à peu de jours. »

La principale réforme qu'il contient est celle qui a trait à la création de grands centres universitaires munis de quatre facultés des lettres, des sciences, de droit et de médecine. Il est probable que la désignation des villes où les uni-

versités devront être établies donnera lieu dans le sein des Chambres à de vifs débats. M. le ministre de l'instruction publique ne propose pas, d'ailleurs, la suppression des facultés d'un certain nombre de villes qui ne sont point destinées à devenir le siège d'une université. Mais il est évident que la plupart de ces facultés seront condamnées à s'éteindre tôt ou tard en face d'une organisation nouvelle et plus complète.

L'un des obstacles que rencontrent tous les plans de réforme de l'enseignement supérieur est la difficulté de faire suivre par les étudiants des cours de facultés des lettres ou de facultés des sciences, qui n'ont de caractère obligatoire que pour les candidats au professorat.

Le projet de loi présenté par M. Waddington aurait pour but de modifier cet état de choses, en substituant à la licence des lettres, telle qu'elle existe aujourd'hui, plusieurs grades de licences, décernés à la suite d'exams d'un caractère moins exclusivement pédagogique et susceptibles d'être abordés par les jeunes gens qui ne se destinent point au professorat. La licence des lettres, divisée, comme l'agrégation, en licence d'histoire, licence de philosophie, licence de lettres, licence de grammaire, deviendrait, pour tous les jeunes gens distingués, le complément nécessaire des études libérales.

Cette réforme entraînerait celle de l'enseignement lui-même, qui prendrait un caractère moins oratoire.

Le nombre de leçons faites par chaque professeur serait augmenté, et grâce à l'institution des cours libres analogues à ceux des *privat docenten*, nos universités tendraient à se rapprocher du système des universités allemandes.

Enfin un conseil central de l'Université de France, exclusivement composé de membres de l'enseignement de l'Etat, serait placé à côté du ministre pour l'examen de toutes les questions qui concernent l'enseignement officiel. On donnerait ainsi satisfaction aux réclamations que soulève la composition du conseil supérieur de l'instruction publique, auquel on a reproché, non sans fondement, de faire juger les méthodes de l'Université par ses concurrents.

Le conseil supérieur, qui comprend des représentants de l'enseignement libre, du clergé, de la magistrature, etc., ne serait point modifié, mais il cesserait d'être le conseil spécial de l'Université et ne serait plus saisi que des questions d'un caractère mixte qui concernent à la fois l'enseignement public ou l'enseignement libre, ou des questions générales et qui ont trait à la discipline ou à la morale publique.

## RUSSIE.

On mande de Cracovie à la *Nouvelle Presse libre* que le général Kozi-bue aurait publié à Varsovie une circulaire interdisant au clergé sous peine de déportation en Sibérie de faire de la propagande pour la dévotion au cœur de Jésus et d'invoquer dans les litanies la St-Vierge sous le nom de « reine des Polonais ».

Des avis de Léopol datés du 15 février annoncent qu'à la suite de fortes inondations la plupart des routes militaires russes sont impraticables sur plusieurs points. C'est pourquoi le grand-duc Nicolas n'a pu, pour le moment, effectuer son retour à Kischeneff.

## ÉTAT-UNIS D'AMÉRIQUE.

## UNE BANDE DE DÉRAILLEURS.

On lit dans une dépêche de Saint-Louis (États-Unis) : « Une bande de déraailleurs apportait depuis quelque temps une audace extraordinaire dans l'accomplissement de son œuvre néfaste sur le chemin de fer Missouri, Kansas et Texas. »

Pendant les deux dernières semaines, la bande a fait dérailler deux trains de voyageurs de cette Compagnie, et elle a en outre enlevé les supports d'un pont, de façon à le faire écrouler sous le poids d'un train de marchandises. Le train a effectivement été précipité dans l'eau, et quelques wagons ont été entièrement démolis, mais il n'y a pas eu de tués, bien que plusieurs personnes aient reçu de très graves blessures.

Les déraailleurs opèrent habituellement par une nuit sombre; ils choisissent toujours un endroit de la voie où le déraillement doit produire des effets désastreux, à proximité d'un précipice ou d'une rivière profondément encaissée.

Leur choix fait, ils placent en travers des rails de fortes poutres qu'ils assujettissent solidement aux traverses, de manière à offrir une barrière infranchissable. Leurs principaux rendez-vous sont dans les comtés de Cherokee et Labette, Kansas méridional, tout près de la frontière du territoire indien.

Il y a lieu de croire que la bande est très nombreuse et qu'elle se divise en plusieurs détachements pour l'exécution de ses opérations; car il est impossible qu'une seule bande eût pu accomplir toutes les œuvres criminelles de ce genre qui ont été signalées ces derniers temps.

Ces brigands organisés ont longtemps éludé la vigilance de la police, tant dans le Kansas que dans le territoire indien, leurs retraites étant dans une section sauvage et à peu près déserte de l'Etat du Kansas, où leur poursuite offre de grandes difficultés.

Cependant, le sous-marshall Stephenson a réussi à surprendre deux affiliés de la bande, Jack Meads et Bill Meadows. Ils ont été amenés chargés de chaînes, à Fort-Smith (Arkansas), où ils passeront en jugement. On assure qu'il existe entre eux des preuves concluantes.

## COMMERCÉ.

## Smyrne, 24 février.

La semaine n'a pas brillé en affaires et le calme a été de plus en plus accentué. La saison de l'agitation du commerce a déjà commencé et on sait qu'elle dure ordinairement trois ou quatre mois, jusqu'à ce que les nouveaux produits, tels que laines, céréales, etc., se présentent sur le marché.

La hausse sur le papier-monnaie continue à entraver les transactions à l'intérieur. Les paysans, feignant de ne pas comprendre la chose, ne veulent pas céder leurs produits en raison de la hausse de cette monnaie. Aussi les arrivages de la plupart de ces produits sont-ils toujours lents.

Un calme plat règne sur les Opiums, les acheteurs faisant défaut, et on a raison de s'étonner de cette acalmie. Nous avons encore quatre bons mois pour la nouvelle récolte, d'ici, bien que les apparences soient bonnes, n'est pas certaine. D'autre part, notre stock n'est pas grand, car il s'élève à peine à 950 coffres, dont environ 600 coffres de bonne qualité; d'un plus les exigences à l'intérieur sont épuisées. Peut-être aussi la situation où se trouve ce produit narcotique dans les pays de consommation n'encourage-t-elle pas nos négociants à opérer.

Les Cotons sont décidément en baisse et cette semaine nous n'avons pas eu les fluctuations habituelles en cet article. Toutefois, la baisse n'a pas été si forte comme on pouvait s'y attendre vu la situation de ce textile sur le marché de Liverpool, où les prix continuent à fléchir et le ton du marché était lourd. Le manque de stock (car nous n'avons qu'à peine 700 à 800 balles en tout) n'a pas peu contribué au maintien des prix; d'ailleurs il y a eu des acheteurs, bien que le mouvement n'ait pas eu l'importance de celui de la huitaine passée ni de sa devancière. Les travaux préparatoires pour les nouvelles semaines devant commencer bientôt, les arrivages de l'intérieur seront dorénavant bien lents.

La demande sur les Vallonnées a été nulle cette semaine et il n'y a eu de transactions que sur les qualités non travaillées de choix; encore les opérations ont-elles été limitées. Les nouvelles télégraphiques d'Angleterre, concernant cet article, laissent beaucoup à désirer. Non seulement les prix y fléchissent, mais les ventes étaient difficiles, les tanneurs ne jugeant pas prudent d'opérer sur une large échelle, et achetant seulement pour les besoins journaliers.

En Céréalés il y a eu quelques affaires pour l'exportation. L'orge a été demandée, mais elle n'a pas donné lieu à des affaires importantes, les bonnes qualités faisant défaut. Les Blés aussi ont été l'objet d'une demande pour l'exportation. En Dari blanc les transactions n'ont pas été grandes. Les Mais sont négligés et les Fèves ne jouissent d'aucune demande. Il y a eu aussi quelques petites affaires en millet.

Les Graines de Cotons sont fermes, malgré les nouvelles d'Europe.

Les Sésames sont soutenus, vu la demande pour la consommation locale, qui, à cette époque, est assez bonne. Nos fabricants d'huile de cette graine se sont, d'autre part, trouvés pris au dépourvu.

Aucune affaire en Pavots.

Les Graines jaunes ont donné lieu à quelques ventes, que nous notons plus bas. Les prix, pourtant, n'ont pu reprendre.

Cette semaine il y a eu une vente en Alizaris; l'article, toutefois ne paraît pas devoir être l'objet d'une recherche.

Les Huiles d'olives sont invariables, bien qu'en général on pense que les prix fléchiront, les grands arrivages devant commencer dans une quinzaine de jours, époque où tous les moulins ou presses seront en activité.

Les Pétroles ont fléchi sensiblement par suite de forts arrivages.

Voici le tableau des ventes de la huitaine.

Coton, 1,100 balles de p. 350-360 les machines et 345 les Adana.

Vallonnées, 5,000 quintaux, qualités non-travaillées de choix, de p. 142-145. Environ 600 quintaux bons refus ont été pris à p. 87. Stock 130,000 quintaux.

Graines jaunes, 90 sacs de p. 6 à 6 1/8 l'ocque. Stock plus de 1,000 sacs.

Alizaris, 100 balles Bakir à p. 400.

Opium, quelques parties de tchiquint ont été achetées à p. 430.

Orges, 10,000 kilos à p. 10 1/2 les 17 ocques, franco le medjidié à p. 20 1/2.

Blés, 5,000 kilos ont été achetés pour l'exportation, de p. 29 à 29 1/2 le kilo, le medjidié à p. 28, franco.

Dari blancs, Negligés avec 4 ou 5,000 kilos de vente de p. 10 1/2 à 10 3/4 les 20 ocques, en net, 20 1/2, franco.

Huile d'olives, Quelques lots pour l'exportation à medjidié 10 1/2 le quintal, qualité impure, franco. Une partie de Melesso, 700 quintaux, livrable ici, a changé de mains à medjidié 10.

Nous cotons les :

Sésames, pour la consommation locale, paras 103 1/2 l'ocque, en medjidié 20 1/2.

Cire jaune, p. 22 à 22 1/2.

Graines de coton, paras 20 l'ocque, franco.

Fruits, Délaisés.

Pétrole, medjidié 3 3/4 la caisse.

COURS DES CHANGES. — SMYRNE, 23 février.

Londres..... 132 132 1/2

France..... 208 209

Trieste..... 408 414

Malgré des nouvelles de baisse constante sur les changes à Galata, la grande variété du papier sur notre place en a soutenu les prix à des cours hors de proportion avec ceux des marchés étrangers.

Cette fermeté extraordinaire doit être uniquement attribuée aux besoins de la remise directe qui, seule, d'ailleurs, a acheté. Les transactions, d'autre part, ont été de bien petite importance.

Le marché monétaire est toujours dans l'aisance; malheureusement les affaires ne vont guère, ce qui fait que le numéraire se déplace difficilement.

Le Caïmé est maintenu à bons prix. Quoique notre stock soit assez important et que la demande soit restreinte, des importations n'ayant pas eu lieu cette semaine, les prix ont pu se soutenir et nous cotons à environ cinq unités au-dessus des cours de la semaine dernière.

COURS DES MONNAIES.

Livre Anglaise..... 131 132 134 3/4

Pièce de 20 francs..... 105 105 114

Livre Turque..... 120 120 114

Medjidié..... 23 6/10

Bachlik..... 409 409 412

Caïmé (contre L.T. à p. 100) 452 453.

(Impartial)

## BOURSE.

## COURS DES FONDS.

GALATA, le 28 février 1877.

Ouv. du n. Cp. det. P. 13 9

Hausse..... 13 9

Baisse..... 13 7

Clôt. du mid..... 13 9

Clôt. du soir..... 13 9

Après Bourse..... 13 9

Actions S. Gén..... coup. dét. L.S. 3 5

» de la Société de change..... 2 5

» de la Banque de Const..... 3 40

» de Crédit Austro-Turque..... 2 30

» de Crédit Général..... L.T. 2 35

Tramway..... 4 50

Société Commerciale Ottomane..... 4 50

Laurium, coup. détaché..... Fr. 63

Crédit Hellénique (escompte)..... 111

Obligations des Chemins de fer..... 34 3/4

1863.... détaché..... 72

1865..... 73

Emprunt..... 64

1872..... 21 1/4

1873..... 62 1/2

## COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)

Livre anglais..... P. 109 30

Pièce de 20 francs..... 87 22

L'opéra russe..... 88

Dari (Crémits)..... 54 25

M-djidié blanc (différence)..... 104 8

Bachlik (différence)..... 113

Métallique..... (id)..... 143

En papier monnaie..... (id)..... 162 10

Cuivre..... 451

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

## ANNONCES

## SOCIÉTÉ OTTOMANE DE CHANGE ET DE VALEURS.

## AVIS.

Messieurs les actionnaires de la Société Ottomane de Change et des Valeurs, sont prévenus que la quatrième Assemblée Générale aura lieu le 28 avril prochain (n.s.) à une heure de relevée au siège de la Société, Galata.

Ordre du jour.

Rapport des Administrateurs.

Vote sur les comptes de l'exercice écoulé.

Election en conformité de l'article 22 des statuts, du second conseil d'Administration, les pouvoirs du premier conseil statuaire devant prendre fin le 23 novembre 1877.

Tous les actionnaires possédant au moins 50 actions ont droit d'assister à l'Assemblée Générale aux termes de l'article 30 des statuts.

Ceux qui voudront y assister devront déposer leurs actions dans la caisse de la Société au plus tard le 13 avril prochain; il leur sera délivré en échange un récépissé qui leur servira de carte d'entrée à l'Assemblée Générale.

Constantinople, le 28 février 1877.

## BANQUE DE CONSTANTINOPLE.

## AVIS.

MM. les actionnaires de la « Banque de Constantinople » sont prévenus que la cinquième assemblée générale se tiendra le jeudi 26 avril 1877 (n.s.) à midi précis au siège de la « Banque de Constantinople », pour recevoir et approuver les comptes de la cinquième année sociale, finissant au 31 décembre 1876, entendre le rapport du conseil d'administration et, les pouvoirs du conseil actuel arrivant à leur terme, nommer le dixième conseil d'administration, conformément à l'article 15 des statuts.

Les actionnaires qui désirent assister à l'Assemblée Générale, ou s'y faire représenter, doivent déposer leurs actions 30 jours avant le dit jour, dans les bureaux de la « Banque de Constantinople » à Galata, ou dans ceux des agences de la Banque à Londres 125 Gresham House, à Paris Boulevard Haussmann 30 en conformité de l'article 22 des statuts.

Cons/ple, le 25 février 1877.

Le Président du Conseil, A. VLASTO.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Samedi, 19 février (v.s.) aura lieu la vente définitive aux enchères de 150 000 ocques de son se trouvant aux moulins de Kassim Pacha, de Tufenkhané et d'Ouncapân déjà soumissionné à 17 paras l'ocque.

Le susdite quantité de son devra être livrée dans une dizaine de jours, contre le paiement du montant en caïmé à sa valeur nominale.

Les personnes qui voudraient concourir à ces enchères sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 27 février 1877.

## ADMINISTRATION DU CHIRKET-I-HAÏRIE

## AVIS.

Mercredi, passé le 9/21 courant il a été laissé à bord d'un des bateaux du Chirket-i Haïrie une boîte en argent. La personne qui l'a perdue est priée de venir la réclamer au bureau de l'administration.

Cons/ple, 14/26 février 1877.

## SECOURS

## AUX SOLDATS MALADES ET BLESSÉS

## DE

## L'ARMÉE OTTOMANE.

## AVIS.

Les comités nous prient de rappeler à l'attention des exécutants du concert que la dernière répétition aura lieu demain, jeudi, à huit heures et demie du soir, et d'exprimer leur espoir que tous ceux qui ont gracieusement prêté leur concours se feront un devoir d'y assister.

Nous sommes priés en outre, d'annoncer que cette répétition n'a aucun caractère public et que les membres des comités seulement y seront admis.

## AVIS.

Une société culinaire internationale, de secours mutuels, vient d'être créée à Constantinople.

Son but est l'appui moral et les secours matériels pour ses membres.

Peuvent en faire partie, tous les ouvriers honnêtes appartenant à l'art culinaire, (à titre de membres actifs). Seront admis à titre de membres adjoints les personnes dont le commerce ou le travail a rapport à l'art culinaire.

Pour les renseignements s'adresser chez M. Abraham Pappi, négociant Rue de Péra 290.

Ou au local provisoire chez M. Camille Valerio, restaurateur, Impasse Jérémie Péra.

Le Président

VICTOR REYNAUD.

## SOCIÉTÉ IMPÉRIALE DE MÉDECINE.

La séance ordinaire aura lieu vendred, 2 mars, à 8 h. du soir.

Le secrétaire-général.

J. DE CASTRO.

MUNICIPALITÉ DU VI<sup>e</sup> GERCLE.

## AVIS.

La Municipalité informe le public que le terrain sis à Péra rue Aga-Hamân, formant le coin de la rue Tcheshmé, d'une superficie de 16 pias carrés ayant été mis aux enchères publiques il a été offert 2 L. T. par pic.

Les personnes qui désirent surenchérir pourront s'adresser au Bureau de la Comptabilité qui recevra les offres jusqu'au 26 février courant (v.s.) jour de la clôture définitive des enchères.

Hôtel Municipal, ce 15/27 février 1877.

Le secrétaire-général.

SIMON PAPASIAN.

## SOCIÉTÉ DES TRAMWAYS DE CONSTANTINOPLE.

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour le 5/17 mars 1877 au siège de la Société Générale (nouveau Khan Camondo à Galata) à 1 heure p. m.

Messieurs les actionnaires, possesseurs d'au moins 10 actions, qui désirent assister à cette Assemblée d-vront, dix jours au moins avant sa réunion, déposer leurs titres à la caisse de la Société des Tramways (Azap-Capou Djadessi n° 27) en conformité de l'art. 37 des Statuts.

L'ordre du jour sur lequel l'Assemblée est appelée à délibérer est fixé comme suit :

Présentation des bilans, comptes et inventaires, arrêtés au 31 décembre 1876 et fixation de l'intérêt à payer sur chaque action pour le coupon n° 9.

Approbation des mesures de redressement prises en conformité de la 2<sup>me</sup> résolution de la dernière assemblée.

Résolution à prendre relativement au fonds d'entretien du matériel.

Remplacement de deux membres du Conseil d'administration sortant aux termes des art. 18 et 21 des statuts et ratification par vote de la nomination de deux administrateurs choisis par le Conseil dans le courant de l'exercice en conformité de l'art. 20 des statuts.

Constantinople, le 12 février 1877.

## SOIRÉE

## MUSICALE ET DRAMATIQUE

## DONNÉE

## DANS LES SALONS DU

## LYCÉE IMPÉRIAL DE GALATA-SERAI

## PAR DES DAMES ET DES MESSIEURS

## DE LA

## SOCIÉTÉ DE PÉRA

## en faveur des soldats blessés et malades

## DE

## L'ARMÉE IMPÉRIALE OTTOMANE

## Samedi, le 3 Mars 1877, à 8 h.

## PROGRAMME.

## PREMIÈRE PARTIE MUSICALE.

1. — Ouverture, *Muette de Portici* AUBER.2. — Chœur du *Tannhäuser*..... WAGNER.3. — Trio de *Lucie de Borgia*..... DONIZETTI.4. — La *Charité*..... ROSSINI.

## (ENTR'ACTE.)

## PARTIE DRAMATIQUE.



